

Grand débat national
Questions abordées lors de la Commission spéciale ORSEC
le lundi 14 janvier 2019

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- *Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes ? Qui doit être concerné en priorité ?*
- *Comment peut-on rendre les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?*
- *Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?*
- *Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir, qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?*
- *Quelles propositions concrètes faire pour accélérer notre transition environnementale ?*
- *Comment garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ?*
- *Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?*

LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

- *Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?*
- *Quelles sont les économies qui semblent prioritaires à faire ?*

- *Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?*
- *A l'inverse, faut-il entrevoir des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?*

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

- *Faut-il reconnaître le vote blanc ?*
- *Faut-il rendre le vote obligatoire ?*
- *Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?*
- *Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Economique, Social et Environnemental doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?*
- *Faut-il les transformer et comment ?*
- *En outre, une grande démocratie comme la France doit être en mesure d'écouter plus souvent la voix de ses citoyens. Quelles évolutions envisager pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?*
- *Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?*
- *Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?*
- *Comment améliorer l'intégration dans notre nation ?*
- *En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, faut-il fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?*
- *Que proposer afin de répondre à ce défi qui va durer ?*
- *Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?*

- *Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?*

L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

- *Dans un monde qui change, dans une France où les mouvements de populations n'ont jamais été aussi massifs depuis 20 ou 30 ans, il est nécessaire de rendre les administrations et les services publics plus accessibles, plus efficaces et plus transparents.*
- *Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?*
- *Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ?*
- *A quels niveaux et pour quels services ?*
- *Comment l'Etat devrait-il être organisé et comment peut-il améliorer son action ?*
- *Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?*
- *Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ?*